



INDUSTRIE FERROVIAIRE : L'INQUIÉTUDE S'ACCENTUE AUTOUR DU DONNEUR D'ORDRE

Les représentants CGT des entreprises de la filière ferroviaire du département se sont réunis afin d'évaluer la situation actuelle. Le constat est alarmant : les zones d'ombre se multiplient sur l'ensemble de la chaîne de production, autour du donneur d'ordre ALSTOM.

LA DIRECTION GÉNÉRALE D'ALSTOM MULTIPLIE LES CHOIX AUX CONSÉQUENCES LOURDES POUR L'EMPLOI



soutenu par 9,6 milliards d'euros de commandes enregistrées sur le troisième trimestre de l'exercice fiscal 2025/26, aucune perspective de nouvelles fabrications n'est donnée pour les sites de Crespin et Petite-Forêt à l'horizon 2030.

Pourtant, chacun sait que la conception et la fabrication d'un train nécessitent au minimum quatre années, depuis les bureaux d'études jusqu'aux ateliers. L'absence de visibilité et de nouvelles commandes pour ces sites pourrait donc rapidement générer d'importantes difficultés et des problèmes de charge de travail pour toutes les catégories de salariés, aussi bien à Crespin qu'à Petite-Forêt.

Quelles conséquences concrètes peut-on déjà constater ou anticiper ?

- Chute de charge dans les bureaux d'études et les ateliers
- Ralentissement, voire arrêt, de certaines lignes d'assemblage
- Recours au chômage partiel ou redéploiements internes (une dynamique déjà enclenchée)
- Pression accrue sur l'emploi, touchant d'abord l'intérim et la sous-traitance, puis potentiellement les CDI.



La CGT tient à clarifier la communication médiatique diffusée par la direction d'ALSTOM au sujet des commandes de TGV attribuées au site de Petite-Forêt.

En réalité, la production principale des TGV est assurée sur les sites d'ALSTOM de La Rochelle, Belfort et Saint-Ouen.

Le site de VPF devrait également prendre en charge une commande supplémentaire de 15 TGV, mobilisant principalement le centre d'ingénierie intérieurisme.

À Petite-Forêt, les activités annoncées concernent essentiellement des travaux de garnissage pour 18 trains (9 rames) destinés au Maroc d'ici 2030.

Cependant, ces commandes restent insuffisantes pour compenser le fort creux d'activité qui se profile sur l'ensemble des productions du site. Elles ne permettront pas, à elles seules, de répondre aux enjeux de charge de travail à moyen terme.



Un manque de perspectives qui pèse lourdement sur les sites de Petite-Forêt et de Crespin.

D'un point de vue plus global, la direction générale d'ALSTOM indique qu'une éventuelle reprise d'activité sur le site de Petite-Forêt ne pourrait intervenir avant 2028-2029. Et cela, uniquement si des décisions rapides sont prises pour attribuer de nouvelles productions et offrir enfin une visibilité aux salariés.

Pour le site de Crespin, la situation est encore plus préoccupante : aucune perspective, aucune annonce, aucun signal de la direction... le vide total.

Face à ces incertitudes, les élus du CSE de CRESPIN ont décidé de mandater une expertise économique et financière indépendante auprès du cabinet APEX. Le rapport est sans ambiguïté : sans l'attribution rapide de nouvelles productions, la situation du site de Crespin va rapidement se dégrader.

Les premiers signes sont déjà là. Une baisse significative des effectifs intérimaires vient d'être annoncée : 106 travailleurs en fin de contrat dès mai 2026, illustrant concrètement le début du recul d'activité.

LA DIRECTION D'ALSTOM PARLE D'INNOVATION... MAIS SANS PERSPECTIVES CONCRÈTES

La direction d'ALSTOM affirme vouloir innover. Pourtant, sans nouvelles perspectives ni commandes annoncées.

Elle envisage de réduire progressivement l'usage de l'acier pour passer à l'aluminium dans les futures fabrications du site de Petite-Forêt.

Mais une question demeure : quelles productions sont réellement concernées ?

En l'absence de projets clairement identifiés, cette orientation risque de fragiliser fortement les secteurs de chaudronnerie dès 2028, comme c'est déjà le cas sur le site de Crespin, où la baisse d'activité est déjà tangible.

Sans nouvelles commandes, c'est l'ensemble de la filière ferroviaire du Valenciennois et de la région qui se trouve en danger. À terme, ce sont des milliers d'emplois—directs et indirects—who pourraient être menacés.



DES CONSÉQUENCES DÉJÀ VISIBLES CHEZ LES SOUS-TRAITANTS...

LE SITE SIRAIL DE CRESPIN FORTEMENT IMPACTÉ

La direction évoque la baisse des productions Régio et M7 chez ALSTOM, et une restructuration est d'ores et déjà en préparation.

Environ 40 salariés pourraient être concernés par ces mesures :

- Fin de mission pour les intérimaires et autres emplois précaires
- Ruptures conventionnelles envisagées pour plusieurs CDI

Cette situation illustre clairement que les difficultés d'ALSTOM se répercutent déjà sur la sous-traitance locale, fragilisant encore davantage la filière ferroviaire du territoire.

SITE MTM (GROUPE COCHEZ) À SAINT-SAULVE

L'entreprise, dont 84 % de l'activité dépend d'ALSTOM, subit déjà les effets de la baisse de charge :

- Arrêt imminent de la production du M7
- Transfert d'une partie de la production du MF19 vers la Pologne
- La direction renvoie 60 salariés portugais à leur domicile, sur un effectif total de 130 CDI

Une autre entreprise du territoire est également touchée : DEPREC à Raismes, qui travaille elle aussi pour ALSTOM.

SITE BARAT SOFANOR À CRESPIN

Avec une production dépendante à 97 % d'ALSTOM (RER et REGIO), plusieurs signaux très inquiétants se multiplient :

- Le bail des bâtiments à Crespin n'est désormais renouvelé que mensuellement, ce qui constitue un indicateur d'incertitude fort.
- La direction envisage de fermer et déménager le secteur peinture
- Fermeture annoncée des bureaux d'études, avec des propositions de ruptures conventionnelles

Ces éléments confirment que les baisses de production prévues chez ALSTOM Crespin génèrent des répercussions immédiates et profondes sur ses sous-traitants, mettant en péril l'activité industrielle locale et plusieurs dizaines d'emplois.

Face à cette situation, les élus de La CGT ont lancé une expertise Economique, Stratégique et sociale sur la situation de l'entreprise.

LA FILIÈRE FERROVIAIRE : UN SECTEUR STRATÉGIQUE POUR L'EMPLOI ET L'INDUSTRIE DE NOTRE TERRITOIRE

La CGT porte des revendications claires et urgentes pour protéger l'avenir industriel du Valenciennois :

- Que la direction générale d'ALSTOM attribue immédiatement du travail et de nouvelles commandes aux sites de Crespin et Petite-Forêt.
- La sécurisation sans délai de tous les emplois, qu'ils concernent les salariés d'ALSTOM ou ceux de la sous-traitance.
- La mise en place d'une véritable stratégie industrielle, cohérente et durable, pour la filière ferroviaire.

Il est plus que temps d'exiger du patronat du ferroviaire des garanties fermes sur le maintien de tous les emplois et de l'ensemble des sites industriels.

PARCE QUE L'AVENIR INDUSTRIEL DU VALENCIENNOIS ET DE TOUTE NOTRE RÉGION NE PEUT EN AUCUN CAS DÉPENDRE D'EFFETS D'ANNONCE OU DE COMMUNICATIONS TROMPEUSES.